



DÉCLARATION DES DROITS DE L'ANIMAL

Le 15 octobre 1978, la Déclaration universelle des droits de l'animal, corédigée par la Fondation droit animal, éthique et sciences (LFDA), a été proclamée solennellement à la Maison de l'Unesco à Paris. Son texte fut actualisé en 1989 puis en 2018. Au-delà de sa forte valeur symbolique, elle a pour ambition d'influencer les lois, les règlements et les accords internationaux en faveur du respect des animaux par les êtres humains.

ARTICLE 1

Le milieu naturel des animaux à l'état de liberté doit être préservé afin que les animaux puissent y vivre et évoluer conformément à leurs besoins et que la survie des espèces ne soit pas compromise.

ARTICLE 2

Tout animal appartenant à une espèce dont la sensibilité est reconnue par la science a le droit au respect de cette sensibilité.

ARTICLE 3

Le bien-être tant physiologique que comportemental des animaux sensibles que l'homme tient sous sa dépendance doit être assuré par ceux qui en ont la garde.

ARTICLE 4

Tout acte de cruauté est prohibé. Tout acte infligeant à un animal sans nécessité douleur, souffrance ou angoisse est prohibé.

ARTICLE 5

Tout acte impliquant sans justification la mise à mort d'un animal est prohibé. Si la mise à mort d'un animal est justifiée, elle doit être instantanée, indolore et non génératrice d'angoisse.

ARTICLE 6

Aucune manipulation ou sélection génétique ne doit avoir pour effet de compromettre le bien-être ou la capacité au bien-être d'un animal sensible.

ARTICLE 7

Les gouvernements veillent à ce que l'enseignement forme au respect de la présente déclaration.

ARTICLE 8

La présente Déclaration est mise en œuvre par les traités internationaux et les lois et règlements de chaque État et communauté d'États.

Christophe Marie
Directeur & porte-parole de la LFDA

François Vion
Maire de Mont-Saint-Aignan

